



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 10 mars 2025

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

EN RÉSUMÉ

Nominations

- **Sara-Lou Gerber** : maître des requêtes au Conseil d'État et ancienne directrice de cabinet du directeur général de la Cnam, elle est nommée directrice générale déléguée de l'Établissement français du sang (EFS).

Réforme de la profession d'infirmier – L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une proposition de loi modernisant le métier d'infirmier. Le texte introduit la « consultation infirmière » et le « diagnostic infirmier », tout en permettant certaines prescriptions. Une expérimentation de l'accès direct aux infirmiers sera menée dans cinq départements. Malgré un consensus, certains députés regrettent l'absence de mesures sur les rémunérations et conditions de travail.

Médicaments critiques : initiative européenne – La Commission européenne a présenté le « Critical Medicines Act » pour renforcer la disponibilité des médicaments essentiels en Europe. Ce texte prévoit des incitations financières pour relocaliser la production pharmaceutique et encourage les achats groupés pour sécuriser l'approvisionnement face aux pénuries.

Dépense publique et santé – Lors des Journées de l'Inspection générale des finances (IGF), la ministre des Comptes publics a insisté sur l'optimisation des dépenses de santé pour réduire le déficit. L'IGF et l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) sont missionnées pour identifier des pistes d'économies, notamment dans le système hospitalier et les niches fiscales.

Plan national d'adaptation au changement climatique – Le gouvernement a dévoilé 52 mesures anticipant un réchauffement de +4°C. Le secteur de la santé est concerné avec l'obligation pour les établissements de préparer un plan d'adaptation. Des protections spécifiques sont prévues pour les travailleurs exposés aux canicules, et les normes de rénovation des logements seront adaptées au confort thermique.

Déficit public – Malgré la révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2025, le gouvernement maintient son objectif de ramener le déficit à 5,4 % du PIB. Amélie de Montchalin met en avant la lutte contre la fraude fiscale et sociale (20 Mds€ détectés en 2024) avec un objectif de 40 Mds€ récupérés d'ici 2029.